

L'INFOBUS

EN ROUTE VERS
LE RESPECT



CAP SUR LES PROCHAINES ÉLECTIONS PROVINCIALES

Stephen P. Gauley

*Président, Secteur transport scolaire
FEESP-CSN*

Lors de la dernière rencontre du Conseil sectoriel du Secteur transport scolaire tenu le 18 octobre à Drummondville, nous avons débuté avec une rétrospective des événements depuis le printemps 2017.

À cette époque, nous avons reçu un mandat de demande de décret auprès du gouvernement. À la suite d'une rencontre avec le ministère du Travail, nous avons été informés à l'effet qu'il n'y avait aucune chance d'obtenir un décret provincial de la part du gouvernement si la grande majorité des employeurs n'étaient pas en accord avec celui-ci. Conséquemment, nous avons rencontré la Fédération des transporteurs par autobus (FTA) afin de vérifier leur appui à une telle démarche. Leur réponse a été claire, ils sont contre l'idée d'un décret provincial en raison du financement inéquitable du transport scolaire d'une commission scolaire à l'autre. Cette réalité ne permettrait pas à tous les transporteurs de verser un taux horaire de 20,02 \$ tout en préservant une certaine rentabilité. Ils nous ont par contre exprimé leur grande préoccupation quant aux faibles conditions de travail dans le secteur et à leur difficulté d'attirer la main-d'œuvre nécessaire et de retenir à l'emploi les conductrices et conducteurs d'autobus.

UN EXEMPLE À NE PAS SUIVRE

Dans la région de Toronto, une crise secoue le transport scolaire depuis plusieurs années, dont une des sources est également les piètres conditions de travail offertes par les transporteurs. En 2016, environ 60 circuits de transport scolaire avaient été para-

lyés à cause d'une pénurie de main-d'œuvre dans le domaine. Encore cette année, plus de 20 circuits n'avaient toujours pas de conducteur à la 5^e semaine du calendrier scolaire. Puisque certains employeurs tentent actuellement de tirer nos conditions de travail encore plus vers le bas, il est clair que le Québec n'est pas à l'abri d'une telle crise. Avec toutes les responsabilités que nous avons, c'est à la hausse que nos salaires doivent être révisés et, pour certains d'entre nous, la correction salariale doit être draconienne.

UNE AVENUE PROMETTEUSE

La FTA nous a donc précisé qu'ils pourraient toutefois appuyer une demande au gouvernement afin d'obtenir des enveloppes bonifiées, dédiées et fermées qui serviraient à améliorer les conditions de travail des conductrices et des conducteurs de véhicule scolaire. Parce que les enveloppes seraient dédiées et fermées, les commissions scolaires ne pourraient pas utiliser ces fonds pour d'autres dépenses. On s'assurerait alors que l'argent soit directement et uniquement utilisé afin d'assurer des conditions de travail décentes aux conductrices et aux conducteurs d'autobus scolaire.

À la suite de la présentation de cette conjoncture et des ajustements au plan de campagne, il a été décidé unanimement d'aller de l'avant avec cette nouvelle orientation. Il est évident que notre objectif demeure le même, soit obtenir des conditions minimales dans notre secteur en se basant sur les conclusions du rapport du comité mixte sur l'évaluation de l'emploi.



Les délégué-es du Secteur transport scolaire de la FEESP-CSN lors du dernier conseil sectoriel à Drummondville. – Photo : Michel Giroux



Le plan prévoit donc la production de plusieurs outils de communication afin de sensibiliser la population aux mauvaises conditions de travail offertes dans notre secteur. Nous avons déjà lancé notre page Facebook, nous allons produire une vidéo et des tuiles infographiques qui seront diffusées sur les médias sociaux. Nous vous invitons à suivre l'actualité sur notre page et à inviter vos collègues, vos ami-es et vos parents à faire de même. Une campagne de pétition et de cartes postales sera lancée sous peu afin de recueillir les nombreux appuis que nous déposerons au printemps à l'Assemblée nationale. Votre participation à cette campagne est essentielle pour rassembler un maximum de signatures des parents et de la population. Les actions seront discutées par région et tous les syndicats, toutes les conductrices et tous les conducteurs seront sollicités.

À cet appui de la population que nous voulons obtenir, nous allons tenter de rallier plusieurs acteurs dont les parents que nous croisons souvent, les commissaires qui ne connaissent probablement pas l'impact de leurs décisions sur nos conditions de travail et les intervenants politiques et médiatiques qui connaissent bien la réalité du transport scolaire au Québec. Nous souhaitons qu'avec cet appui populaire, notre lutte sera enfin connue et prise au sérieux par le gouvernement.

À cet égard, dès le printemps 2018, nous interpellons les députés de toutes les régions, tout en leur faisant bien comprendre que nos emplois devront être reconnus par l'obtention de conditions de travail décentes d'ici les élections de l'automne 2018.

Au printemps 2018, dans le cadre d'un Conseil sectoriel, nous débattons des moyens de pression lourds à exercer – incluant la possibilité d'une grève nationale –, d'une manifestation nationale et des autres actions qui seront organisées afin de maintenir la pression sur le gouvernement et pour atteindre nos objectifs.

Le plan de travail détaillé qui a été adopté par les membres du secteur vous sera présenté sous peu dans le cadre de vos assemblées générales régulières. D'ici à la mise en œuvre des actions incluses dans ce plan, nous vous invitons à aimer notre page Facebook, à participer aux actions locales en appui à notre campagne et, surtout, à faire connaître notre revendication, par tous les moyens mis à notre disposition.

SOLIDARITÉ!



Suivez-nous sur Facebook: STS.FEESP.CSN

